

Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-
Atlantiques
Cité administrative
Rue Pierre Bonnard
CS87564
64000 Pau

Pau, le 21/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Valor Béarn - SMTD

12 rue Saint-Exupéry
64230 Lescar

Références : DREAL/2026D/2232

Code AIOT : 0100303440

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/10/2025 dans l'établissement Valor Béarn - SMTD implanté Chemin des Barthes (Parcelle 779p - Section E) 64160 Sévignacq. L'inspection a été annoncée le 22/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de la modification, en date du 6 mai 2025, de certaines dispositions relatives aux installations de gestion de déchets, en particulier celles relatives à la lutte contre les accidents dans le secteur des déchets au sein des installations soumises à autorisation, à enregistrement ou à déclaration au titre des rubriques n° 2711, 2713, 2714 et 2716 de la nomenclature des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Valor Béarn - SMTD
- Chemin des Barthes (Parcelle 779p - Section E) 64160 Sévignacq
- Code AIOT : 0100303440
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Depuis le transfert, en 2014, du centre de tri de déchets d'emballages ménagers et de journaux-magazines issus de la collecte sélective, le syndicat Valor Béarn - SMTD a continué d'exploiter, sans arrêt d'exploitation, le quai de transfert à proximité du nouveau centre et des infrastructures existantes suivantes : ancienne décharge d'ordures ménagères et déchetterie, sur la commune de Sévignacq.

L'origine géographique des déchets traités sur le quai de transfert est essentiellement l'aire de compétence de VALOR BEARN.

Les installations sont situées sur une partie de la parcelle n°779 de la section E.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Tableau de classement du site	Code de l'environnement du 19/03/2026, article R. 511-9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Réglementation applicable	Code de l'environnement du 19/03/2026, article L. 512-10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La situation administrative des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) du quai de transfert de VALOR BEARN - SMTD, situé chemin des Barthes à Sévignacq, est à mettre à jour, tant sur le choix des rubriques de la nomenclature des ICPE que sur les textes réglementaires applicables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Tableau de classement du site

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/03/2026, article R. 511-9
Thème(s) : Situation administrative, Mise à jour du classement
Prescription contrôlée :

La colonne «A» de l'annexe à l'article R. 511-9 constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Rubrique	Régime
2714. Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719	Si le volume susceptible d'être présent dans l'installation est : 1. supérieur ou égal à 1000 m ³ - <i>Enregistrement</i> 2. supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ - <i>Déclaration</i>
2715. Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710	Le volume susceptible d'être présent dans l'installation est supérieur ou égal à 250 m ³ - <i>Déclaration</i>
2716. Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719	Si le volume susceptible d'être présent dans l'installation est : 1. supérieur ou égal à 1000 m ³ - <i>Enregistrement</i> 2. supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1000 m ³ - <i>Déclaration avec contrôle périodique</i>

Constats :

Par courrier du 17 décembre 2010, il a été acté le bénéfice d'antériorité pour les activités exercées sur le site de Sévignacq à la suite de la parution du décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) . Aussi, les activités du quai de transfert de déchets, bénéficiant du droit acquis, sont potentiellement soumises aux rubriques de la nomenclature des installations classées mentionnées ci-dessus : 2714-2, 2715 et 2716-2.

Il est à noter que, conformément à la "note d'explication de la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets" du 27 avril 2022 :

- le critère de volume, à prendre en compte pour les rubriques n° 2714 et 2715, est associé aux déchets présents sur le site. Il s'agit d'un volume évalué au regard des capacités d'entreposage maximales des installations,
- le critère de volume, à prendre en compte pour la rubrique n° 2716, est associé aux déchets présents sur le site. Il s'agit d'un volume évalué au regard des capacités d'entreposage maximales des installations, sans prendre en compte la densité des déchets entreposés. Les quantités de déchets entrants ainsi que les quantités de déchets issus des éventuelles opérations de tri doivent être prises en compte pour l'évaluation du régime administratif, sauf s'il s'agit de déchets couverts par d'autres rubriques.

De plus, à la suite du transfert du centre de tri sur la parcelle n°746A de la section E2 de la commune de Sévignacq, qui a fait l'objet de l'arrêté n° 6009/14/10 du 7 mars 2014, les activités du

quai de transfert de l'ancien centre de tri sont restées sur une partie de la parcelle 779 de la section E, son ancien emplacement.

Aussi, sous réserve des éléments à transmettre par l'exploitant, le nouveau classement peut s'établir comme suit :

Rubrique Intitulé de rubrique	Régime / Volume d'activité à déterminer
2714-2 Installation de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux de papiers/cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Déclaration / Volume = X m ³ à préciser par l'exploitant (peut être égale à 0 si la rubrique n'est pas mise en œuvre dans le quai de transfert)
2715 Transit, regroupement ou tri de déchets non dangereux de verre, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2710 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 250 m ³ .	Déclaration / Volume = X m ³ à préciser par l'exploitant
2716-2 Transit, regroupement, tri ou préparation en vue de réutilisation de déchets non dangereux non inertes, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715 et 2719 Le volume susceptible d'être présent dans l'installation étant supérieur ou égal à 100 m ³ mais inférieur à 1 000 m ³ .	Déclaration avec contrôle périodique= X m ³ à préciser par l'exploitant

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de valider le tableau de classement proposé par l'inspection en précisant les rubriques réellement mises en œuvre sur le quai de transfert et les volumes d'activité associés à chaque rubrique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Réglementation applicable

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 19/03/2026, article L. 512-10

Thème(s) : Situation administrative, Arrêtés ministériels de prescriptions générales

Prescription contrôlée :

Pour la protection des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1, le ministre chargé des installations classées peut fixer par arrêté, après consultation des ministres intéressés et du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques, les prescriptions générales applicables à certaines catégories d'installations soumises à déclaration.

Ces arrêtés s'imposent de plein droit aux installations nouvelles. Ils précisent, après avis des organisations professionnelles intéressées, les délais et les conditions dans lesquels ils s'appliquent aux installations existantes.

Sauf motif tiré de la sécurité, de la santé ou de la salubrité publiques ou du respect des engagements internationaux de la France, notamment du droit de l'Union européenne, les prescriptions relatives aux dispositions constructives concernant le gros œuvre ne peuvent faire l'objet d'une application aux installations existantes. Ces arrêtés précisent également les conditions dans lesquelles ces prescriptions peuvent être adaptées par arrêté préfectoral aux circonstances locales.

Constats :

Les activités du quai de transfert ont été autorisées par l'arrêté préfectoral n° 98/IC/293 du 12 octobre 1998 *autorisant le SIECTOM COTEAUX BEARN ADOUR à exploiter un centre de tri, d'emballages ménagers et une décharge contrôlée compactée de résidus urbains sur le territoire de la commune de Sévignacq*, remplacé par l'arrêté préfectoral n° 02/IC/553 du 2 décembre 2002 *autorisant le syndicat mixte de traitement des déchets ménagers et assimilés du bassin Est à exploiter un centre de tri d'emballages ménagers et un quai de transfert sur le territoire de la commune de Sévignacq*.

Les activités du quai de transfert sont des installations existantes (cf. fiche de constat n° 1).

Dans le cas où l'exploitant est soumis aux 3 rubriques listées dans le futur tableau de classement (cf. fiche de constat n°1), les dispositions applicables aux activités du quai de transfert sont celles de l'annexe III "Dispositions applicables aux installations existantes" des arrêtés ministériels de prescriptions générales (APMG) suivants :

- l'arrêté ministériel du 6 juin 2018 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations de transit, regroupement, tri ou préparation en vue de la réutilisation de déchets relevant du régime de la déclaration au titre de la rubrique n° [...] 2714 (déchets non dangereux de papiers, cartons, plastiques, caoutchouc, textiles, bois) ou 2716 (déchets non dangereux non inertes) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,
- l'arrêté ministériel du 15 octobre 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2715.

De plus, les activités de la rubrique n°2716 sont soumises à la réalisation d'un contrôle périodique par un organisme habilité par le ministère chargé de l'environnement (cf. article 1.1 de l'annexe I de l'arrêté du 6 juin 2018 précité).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection informe l'exploitant que les prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 02/IC/553 du 2 décembre 2002 précité sont toujours applicables à ses installations auxquelles s'ajoutent celles

des APMG listés ci-dessus.

Si l'exploitant souhaite que soient abrogées les prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2002, il en fait la demande avec sa proposition de mise à jour de classement (cf. fiche de constat n° 1).

L'inspection proposera alors un projet d'arrêté abrogeant les prescriptions de l'arrêté préfectoral de 2002 et mettant à jour le classement des activités du site.

Type de suites proposées : Sans suite